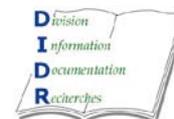


30 octobre 2015



Situation des anciens militants du parti des Régions

Résumé

Situation des anciens membres du parti des Régions depuis la révolution de février 2014. Parti dominant sous la présidence de Viktor IANOUKOVITCH (2010-2014), renversé par le mouvement Maïdan en février 2014, ce parti décline rapidement et se dissout fin 2014-début 2015. La plupart de ses militants se tournent vers d'autres partis, notamment le Bloc de l'Opposition qui a pu participer aux élections législatives de 2014 et municipales de 2015. Certains membres du PR et du BO ont fait l'objet de poursuites judiciaires mais aucune condamnation ne semble avoir été prononcée. Des violences sporadiques ont été commises contre certains d'entre eux par des groupes radicaux ou des inconnus.

Abstract

Situation of former members of the Party of Regions since the revolution of February 2014. Formerly the dominant party under the presidency of Viktor YANUKOVYCH (2010-2014), it was overthrown by the Maidan movement in February 2014. It has been facing a rapid decline since and was dissolved late 2014-early 2015. Most of its members have turned to other parties, especially to the Opposition Bloc which participated in parliamentary elections in 2014 and 2015. Some members of the PoR and OB have been prosecuted but none seems to have been convicted. Sporadic violence has been committed against some of their members by radical groups or unidentified people.

Avertissement

Ce document a été élaboré par l'Ofpra en vue de fournir des informations aux agents chargés du traitement des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. http://www.ofpra.gouv.fr/documents/Lignes_directrices_UE.pdf], se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

1. Situation des anciens membres du parti des Régions depuis la révolution de février 2014.....	3
1.1. Le parti des Régions, du pouvoir à la chute.....	3
1.2. Reconversion des anciens membres du parti des Régions dans le Bloc de l'Opposition et dans d'autres partis	4
1.2.1. Elections législatives d'octobre 2014	4
1.2.2. Après les législatives (novembre 2014-octobre 2015)	5
2. Poursuites, violences et menaces contre d'anciens partisans de Viktor IANOUKOVITCH et du parti des Régions	7
2.1. Eviction des fonctions publiques et poursuites judiciaires.....	7
2.2. Menaces et violences contre des personnes proches du parti des Régions.....	9
Bibliographie.....	11

1. Situation des anciens membres du parti des Régions depuis la révolution de février 2014

1.1. Le parti des Régions, du pouvoir à la chute

Le parti des Régions (*Partiya Rehioniv*, PR, en ukrainien : *Партія регіонів*) est fondé en mars 2001 par la fusion de plusieurs partis antérieurs ; proche à l'origine des milieux d'affaires de la province de Donetsk dans l'est russophone¹, il exerce le pouvoir en Ukraine sous la présidence de Viktor IANOUKOVITCH², du 25 février 2010 au 22 février 2014. Beaucoup de ses dirigeants, comme Viktor IANOUKOVITCH lui-même, sont originaires de la région de Donetsk, mais pendant la période où il exerce le pouvoir, ce parti est représenté dans l'ensemble du pays³. Lors des élections législatives d'octobre 2012, ses scores varient entre 4,7% des voix dans l'*oblast* (région) de Lviv et 65,1% dans celui de Donetsk⁴.

De novembre 2013 à février 2014, un vaste mouvement de contestation (connu comme mouvement « Euromaïdan » ou « révolution de la Dignité ») entraîne la chute du président IANOUKOVITCH, le Parlement d'Ukraine votant sa déposition le 22 mars 2014 ; plusieurs députés du parti des Régions se retournent contre lui et se joignent à l'opposition pour voter sa déchéance⁵. L'ex-président IANOUKOVITCH, son Premier ministre Mykola AZAROV et plusieurs de ses proches s'exilent alors en Fédération de Russie.

Le 29 mars 2014, le parti des Régions annonce sur son site internet qu'il prend acte de la décision de Viktor IANOUKOVITCH de démissionner du parti et proclame l'exclusion de plusieurs de ses dirigeants : Mykola AZAROV, Serhi ARBOUZOV, Oleksandr KLYMENKO, Eduard STAVYTSKYI, Andriy SHYSHATSKYI et Valeriy KONOVALYUK. Le même jour, ce site annonce un changement des statuts et la constitution d'un nouveau présidium du conseil politique du parti, composé des personnalités suivantes : Oleksandr VILKUL, Volodymyr RYBAK, Mykhailo DOBKIN, Oleksandr YEFREMOV, Borys KOLESNIKOV, Vadym NOVINSKIY, Mykola LEVCHENKO et Oleksandr LEDIDA⁶. Un autre dirigeant du parti, Yuriy BOIKO (ou BOYKO), en sera exclu en avril 2014 après avoir vainement tenté d'obtenir son investiture comme candidat à l'élection présidentielle⁷.

Lors de l'élection présidentielle anticipée du 25 mai 2014, Mykhailo (ou Mikhail) DOBKIN, candidat du parti des Régions, obtient le faible score de 3,0% des voix ; dans les provinces qui lui sont favorables, il ne réalise que 8% des voix à Louhansk et 6,8% à Donetsk⁸.

¹ Fondation Robert Schuman, *Les enjeux politiques du changement de pouvoir en Ukraine*, 21/02/2005.

² Orthographié YANUKOVYCH dans les sources anglophones. La transcription des noms varie selon qu'ils viennent de sources anglophones ou francophones et se basent soit sur la forme russe, soit sur la forme ukrainienne.

³ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

⁴ Psephos, "Republic of Ukraine – Legislative election of 28 October 2012".

⁵ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine*, 15 April 2014, 15/04/2014. FREEDOM HOUSE, *Nations in Transit 2015 – Ukraine*, 06/06/2015. Sur la crise de novembre-2013-février 2014, voir sources dans DIDR, Note, *Ukraine - La force de police Berkout pendant la crise de 2013-2014*, 04/12/2014.

⁶ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

⁷ Friedrich Ebert Stiftung, *Die Ukraine vor den Präsidentschaftswahlen*, 05/2014.

⁸ Psephos, "Republic of Ukraine – Presidential election of 25 May 2014".

Plusieurs dirigeants du parti des Régions pendant cette phase de transition (Oleksandr VILKUL, Mykhailo DOBKIN, Vadym NOVINSKIY, Yuriy BOIKO, etc.) rejoindront par la suite une nouvelle formation, le Bloc de l'Opposition (voir 1.2.)⁹. Le parti des Régions est considéré comme dissous après les élections législatives d'octobre 2014¹⁰ sans qu'il soit possible de préciser la date exacte. Le site du parti n'est plus tenu à jour depuis le 23 mars 2015¹¹.

1.2. Reconversion des anciens membres du parti des Régions dans le Bloc de l'Opposition et dans d'autres partis

1.2.1. Elections législatives d'octobre 2014

Lors des élections législatives anticipées du 28 octobre 2014, le parti des Régions choisit de ne pas présenter de candidats sous son nom, mais plusieurs de ses dirigeants se présentent dans le cadre d'une nouvelle formation, le Bloc de l'Opposition (*Opozitsinii Blok*, OB). Celui-ci a été fondé en septembre 2014 par la fusion de six petites formations (Parti du Développement, Centre, Nouvelle Politique, Neutralité de l'Etat, Ukraine en avant! et parti du Travail d'Ukraine), le parti des Régions ayant renoncé à la dernière minute à en faire partie¹². Les dix candidats inscrits en tête de liste sont Yuriy BOIKO (ou BOYKO), Oleksandr VILKUL, Mykhailo DOBKIN, Vadym RABINOVYCH, Serhiy LARIN, Oleksiy BILY, Nestor SHUFRYCH, Natalia KOROLEVSKA, Tetiana BAKHTEYEVA et Mykola SKORYK¹³, souvent d'anciens membres du parti des Régions¹⁴. Le Bloc de l'Opposition, essaie cependant de marquer sa distance avec l'ancien parti de Viktor IANOUKOVITCH¹⁵. Son programme comprend « *l'adoption d'une nouvelle constitution, l'autonomie fiscale des régions, la réconciliation avec la Fédération de Russie et l'adoption du russe comme seconde langue nationale* » ainsi qu'une « *solution pacifique du conflit dans l'est de l'Ukraine* »¹⁶. En octobre 2014, il avait pour président Yuriy BOIKO et pour porte-parole Yulia LEVOCHKINA¹⁷.

Selon les observateurs de l'OSCE, la campagne des élections législatives, en-dehors de la Crimée et de la zone de conflit de l'Est, est pacifique et relativement régulière hormis des allégations d'achats de votes¹⁸. Le Bloc de l'Opposition fait l'objet d'une couverture médiatique assez faible sur les médias publics, meilleure sur certaines chaînes privées, l'OSCE relevant le caractère le plus souvent neutre et impartial des émissions consacrées à ce parti¹⁹. Les incidents et contestations sont relativement limités, sauf dans les *oblast* de Donetsk et Louhansk où, dans les districts soumis aux autorités de Kiev, des bataillons de volontaires pro-ukrainiens exercent des pressions en manifestant devant les tribunaux et en menaçant les juges d'une « *lustration de la rue* », c'est-à-dire d'une action contre les juges supposés favorables au régime de Viktor IANOUKOVITCH²⁰.

⁹ *Kyiv Post*, "Opposition Bloc boosts rating by distancing itself from Yanukovich era", 10/10/2014.

¹⁰ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Early Parliamentary Elections; 26 October 2014; Final Report*, 19/12/2014, p. 3.

¹¹ Партія регіонів (Site du parti des Régions d'Ukraine) : <http://partyofregions.ua/>

¹² *Kyiv Post*, "Opposition Bloc boosts rating by distancing itself from Yanukovich era", 10/10/2014. Conseil de l'Europe, *Observation of the early parliamentary elections in Ukraine (26 October 2014)*, 17/11/2014.

¹³ *Interfax Ukraine*, "Opposition Bloc chooses top ten candidates for parliamentary elections", 23/09/2014.

¹⁴ *UNIAN*, "Opposition Bloc retreats into the shadows", 03/04/2015.

¹⁵ *Kyiv Post*, "Opposition Bloc boosts rating by distancing itself from Yanukovich era", 10/10/2014.

¹⁶ Conseil de l'Europe, *Observation of the early parliamentary elections in Ukraine (26 October 2014)*, 17/11/2014, § 42 (Traductions de l'anglais: DIDR).

¹⁷ Conseil de l'Europe, *Observation of the early parliamentary elections in Ukraine (26 October 2014)*, 17/11/2014.

¹⁸ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Early Parliamentary Elections; 26 October 2014; Final Report*, 19/12/2014, p. 6-7.

¹⁹ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *OSCE/ODIHR Election Media Monitoring Result*, 19/12/2014.

²⁰ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Early Parliamentary Elections; 26 October 2014; Final Report*, 19/12/2014, p. 6-7.

Le Bloc de l'Opposition obtient 9,4% des voix, 2 sièges au scrutin proportionnel et 27 au scrutin de circonscription uninominale ; 27 circonscriptions, en Crimée et dans les *oblast* de Donetsk et Louhansk n'ont pas pris part au vote²¹. Il obtient ses meilleurs scores dans les parties des *oblast* de Donetsk et Louhansk sous contrôle gouvernemental (respectivement 39% et 37%) et dans d'autres *oblast* de l'est (Kharkiv 32%, Dnipropetrovsk 24%, Zaporijjia 22%) et du sud (Odessa 18%, Mykolaïv 16%, Kherson 10%) alors qu'il réalise des scores très faibles (de 0,5% à 7%) dans le reste du pays²². La plupart de ses élus ont bénéficié de leur enracinement régional²³. Par exemple, Yuri SOLOD, homme d'affaires de Louhansk, marié à Natalia KOROLEVSKA, ancienne ministre de Viktor IANOUKOVITCH, s'est assuré une certaine popularité locale en contribuant à la reconstruction d'un district ravagé par les combats de l'été 2014²⁴.

Les autres partis considérés comme « *pro-russes* »²⁵ obtiennent des résultats beaucoup plus faibles : 3,9% pour le parti Communiste d'Ukraine (KPU), qui n'a aucun élu, et 3,1% pour le parti Ukraine forte (SU) qui n'a qu'un seul député²⁶. D'autres membres du parti des Régions se sont présentés sous l'étiquette du parti Ukraine forte²⁷. Il est à noter que le Bloc Petro Porochenko, nouveau parti majoritaire constitué autour du président Piotr POROCHENKO, est celui qui compte parmi ses élus le plus grand nombre d'anciens membres du parti des Régions²⁸.

1.2.2. Après les législatives (novembre 2014-octobre 2015)

Le Bloc de l'Opposition semble avoir bénéficié du ralliement de plusieurs députés indépendants puisqu'une source journalistique lui attribue 40 députés lors de la rentrée parlementaire de novembre 2014²⁹. Cette session du Parlement est marquée par une forte méfiance réciproque : Yuriy BOIKO, chef du groupe du Bloc de l'Opposition, accuse la majorité gouvernementale de vouloir instaurer une « *dictature politique qui n'amènera rien de bon au pays* », tandis que des membres de la majorité reprochent aux élus du Bloc de l'Opposition d'avoir voté pour les lois répressives de janvier 2014, une des dernières tentatives de Viktor IANOUKOVITCH pour étouffer le mouvement Maïdan³⁰.

Le 31 mars 2015, le Bloc de l'Opposition annonce la constitution d'un « *gouvernement fantôme* ». Ce terme (« *Shadow cabinet* »), emprunté au parlementarisme britannique, désigne un gouvernement potentiel présenté par l'opposition parlementaire dans l'éventualité d'une vacance du pouvoir ; l'expression, employée par les médias, est rejetée par les porte-paroles du Bloc de l'Opposition. Son « Premier ministre » virtuel, Yuriy BOIKO, a été ministre des Infrastructures sous le gouvernement de Mykola AZAROV et dirigeant du parti des Régions après l'exil de Viktor IANOUKOVITCH ; lors de sa désignation comme « Premier ministre », il annonce avoir démissionné du parti des Régions ; plusieurs autres membres du « *gouvernement fantôme* », Natalia KOROLEVSKA, Mykhaylo PAPIYEV, Kostyantyn HRYSHCHENKO, Volodymyr MAKUKHA, Oleksandr VILKUL, Mykhailo DOBKIN, Ihor SHURMA, sont, comme Yuriy BOIKO, d'anciens cadres du parti des Régions ou d'autres partis associés au régime de Viktor

²¹ Psephos, "Republic of Ukraine – Legislative election of 26 October 2014".

²² Electoral Geography 2.0, "Ukraine. Legislative Election 2014".

²³ Gerhard SIMON, « Ergebnisse der Parlamentswahlen 2014: Nach Europa! » in *Ukraine-Analysen Nr.139*, Universität Bremen, 30/10/2014.

²⁴ Kyiv Post, "Peace elusive for voters in Sloviansk district", 27/10/2015.

²⁵ Conseil de l'Europe, *Observation of the early parliamentary elections in Ukraine (26 October 2014)*, 17/11/2014, § 32.

²⁶ Psephos, "Republic of Ukraine – Legislative election of 26 October 2014".

²⁷ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Early Parliamentary Elections; 26 October 2014; Final Report*, 19/12/2014, p. 6, note 6.

²⁸ Jamestown Foundation, *The Political Situation in Ukraine on Eve of Nation-Wide Local Elections*, 15/10/2015.

²⁹ Kyiv Post, "Opposition Bloc defiant in first session of parliament, 27/11/2015.

³⁰ Kyiv Post, "Opposition Bloc defiant in first session of parliament, 27/11/2015.

IANOUKOVITCH³¹. Plusieurs analystes locaux considèrent ce « *gouvernement fantôme* » comme une plate-forme du parti en vue des prochaines élections³².

Le 9 avril 2015, le Parlement d'Ukraine vote quatre lois interdisant les symboles soviétiques et nazis, et réinterprétant certaines pages historiques controversées de la période soviétique et de la Seconde Guerre mondiale³³. Fin avril 2015, le conseil régional d'Ivano-Frankivsk, dans l'ouest de l'Ukraine, interdit le parti Communiste, le parti des Régions, le Bloc de l'Opposition et le parti du Développement d'Ukraine ; il est difficile d'évaluer l'impact de cette mesure dans une région où le parti des Régions et le Bloc de l'Opposition étaient particulièrement faibles³⁴.

Le 29 juillet 2015, 60 maires et 400 autres élus locaux, pour la plupart anciens membres du parti des Régions, fondent le parti Notre Terre (*Nash Kray*), surnommé le « *parti des Maires* »³⁵.

Selon un article du site d'information Ukrayinska Pravda, publié en octobre 2015, une étude sur les conseils régionaux de 11 *oblast* (Odessa, Khmelnytsky, Sumy, Vinnytsia, Jitomir, Tchernihiv, Tcherkassy, Kherson, Mykolaïv, Kirovohrad et Poltava) montrerait que plusieurs centaines d'anciens membres du parti des Régions, qualifiés de « *renards peints* », y sont présents sous l'étiquette de différents partis : 120 dans le Bloc Petro Porochenko, 102 dans le parti Notre Terre (*Nash Kray*), 57 dans le parti Renaissance (*Vidrodzhennya*), 26 dans le parti Patrie (*Batkivshchyna*), 12 dans le parti Agrarien (*Ahrarna Partiya*)³⁶.

Les élections municipales du 25 octobre 2015, tenues dans tout le pays sauf en Crimée et dans la zone de conflit de l'Est, se déroulent de façon régulière et démocratique³⁷. Plusieurs anciens membres du parti des Régions se présentent sous l'étiquette de différentes formations : Bloc de l'Opposition, Renaissance, Notre Terre, Bloc Petro Porochenko³⁸. Un certain nombre d'anciens partisans de Viktor IANOUKOVITCH sont réélus, notamment Hennadii KERNES, maire de Kharkiv, candidat de Renaissance, qui remporte 65% des voix bien qu'il soit toujours sous le coup d'une procédure pénale (voir 3.)³⁹. Oleksandr VILKUL, un des chefs du Bloc de l'Opposition, arrive en tête au premier tour à Dnipropetrovsk⁴⁰.

³¹ UNIAN, "Opposition Bloc retreats into the shadows", 03/04/2015.

³² Ukraine Crisis Media Center, "Ukrainian media review on April 01, 2015", 02/04/2015.

³³ RFE/RL, "The Future Of The Past: Ukraine Pushes De-Communization, Amid Russian Protests", 17/04/2015. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status; Human Rights situation in Ukraine [26 May 2015]*, 01/06/2015.

³⁴ Kyiv Post, "Ivano-Frankivsk regional council bans activities of Communist Party, Regions Party, Opposition Bloc, Ukraine Development Party", 17/04/2015.

³⁵ Jamestown Foundation, *The Political Situation in Ukraine on Eve of Nation-Wide Local Elections*, 15/10/2015.

³⁶ Ukrayinska Pravda, Активісти порахували, що найбільше екс-регіоналів у списках Порошенка (La plupart des ex-régionalistes sont sur les listes de Petro Porochenko), 22/10/2015. Cf. Kyiv Post, "Results show Yanukovich allies, oligarchs staying alive", 30/10/2015.

³⁷ International Foundation for Electoral Systems (IFES), "Elections in Ukraine: October 25 Local Elections", 21/10/2015. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Ukraine, Local Elections, 25 October 2015: Statement of Preliminary Findings and Conclusions*, 26/10/2015.

³⁸ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Ukraine, Local Elections, 25 October 2015: Statement of Preliminary Findings and Conclusions*, 26/10/2015, p. 3, note 3.

³⁹ Kyiv Post, "Results show Yanukovich allies, oligarchs staying alive", 30/10/2015. Cf. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine (16 May to 15 August 2015)*, 08/09/2015, § 150.

⁴⁰ Kyiv Post, "Vilkul, Filatov reach second round of mayor's elections in Dnipropetrovsk – OPORA", 28/10/2015.

2. Poursuites, violences et menaces contre d'anciens partisans de Viktor IANOUKOVITCH et du parti des Régions

2.1. Eviction des fonctions publiques et poursuites judiciaires

Vers le milieu de 2014, selon les témoignages recueillis par les observateurs des Nations Unies, de nombreux responsables officiels, gouverneurs de régions, maires, chefs de la police, originaires de l'est de l'Ukraine et perçus comme proches du parti des Régions, ont été remplacés par des personnes plus proches des partis Batkivshchyna et Svoboda et généralement originaires de l'ouest du pays⁴¹.

La Loi de lustration⁴², entrée en vigueur le 16 octobre 2014, interdit pour une durée de dix ans l'exercice d'un poste de responsabilité au sein du gouvernement d'Ukraine, de l'appareil judiciaire, de l'administration civile, des entreprises publiques ou de l'armée :

- A toute personne ayant occupé des postes dans le gouvernement ou la haute administration entre le 25 février 2010 et le 22 février 2014, à moins qu'elle n'en ait démissionné pendant cette période
- Aux magistrats et responsables des forces de l'ordre ayant pris part à l'interdiction ou à la répression de manifestations pacifiques⁴³.

La même loi exclut de ces postes pour une durée de cinq ans :

- Les magistrats et responsables des forces de l'ordre ayant pris part à la persécution des « prisonniers politiques » amnistiés et réhabilités par les « Amendements à la loi d'amnistie d'Ukraine relatifs à la réhabilitation complète des prisonniers politiques » du 27 février 2014.
- Les responsables des administrations nationales et locales qui, par leurs décisions, leur action ou leur inaction, auraient pris part aux mesures illégales du président Viktor IANOUKOVITCH entre le 25 février 2010 et le 22 février 2014.
- Les responsables des administrations nationales et locales qui, par leurs décisions, leur action ou leur inaction, auraient contribué à entraver l'exercice du droit de manifestation pacifique entre le 21 novembre 2013 et le 21 février 2014⁴⁴.

Cette loi est immédiatement appliquée : le jour de son entrée en vigueur, 39 fonctionnaires sont démis de leurs fonctions tandis que l'administration présidentielle et le ministère de la Défense annoncent une procédure immédiate d'examen de leurs employés ; ces mesures donnent lieu à de nombreuses contestations tandis que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'inquiète de leur caractère parfois abusif⁴⁵.

A la demande du gouvernement ukrainien, plusieurs personnalités de l'ancien gouvernement du parti des Régions, accusées de détournement de fonds appartenant à l'Etat ukrainien, ont fait l'objet de sanctions financières dans l'Union européenne. La liste

⁴¹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine [19 September 2014]*, 19/09/2014, § 66.

⁴² UKRAINE, *Law of Ukraine "On Lustration"*, votée le 16/09/2014, promulguée le 16/10/2014. Cf. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 November 2014*, 15/11/2014, § 171 à 176.

⁴³ UKRAINE, *Law of Ukraine "On Lustration"*, votée le 16/09/2014, promulguée le 16/10/2014, article 3.

⁴⁴ UKRAINE, *Law of Ukraine "On Lustration"*, votée le 16/09/2014, promulguée le 16/10/2014, article 3.

⁴⁵ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 November 2014*, 15/11/2014, § 177 à 180.

des personnes sanctionnées est publiée le 5 mars 2014 et actualisée les 29 janvier et 5 mars 2015 ; elle comprend actuellement 18 personnes : Viktor Fedorovych Yanukovych (IANOUKOVITCH), Vitalii Yuriyovych Zakharchenko, Viktor Pavlovych Pshonka, Olena Leonidivna Lukash, Andrii Petrovych Kliuiev, Viktor Ivanovych Ratushniak, Oleksandr Viktorovych Yanukovych, Viktor Viktorovych Yanukovych, Artem Viktorovych Pshonka, Serhii Petrovych Kliuiev, Mykola Yanovych Azarov, Serhiy Vitaliyovych Kurchenko, Dmytro Volodymyrovych Tabachnyk, Raisa Vasylivna Bohatyriova, Serhiy Hennadiyovych Arbuzov, Yuriy Volodymyrovych Ivanyushchenko, Oleksandr Viktorovych Klymenko et Eduard Anatoliyovych Stavtsky⁴⁶.

Certaines de ces personnes avaient été exclues du parti des Régions en mars 2014 et n'avaient plus de lien avec lui (voir 1.1.)⁴⁷. Les autorités ukrainiennes n'ont pas été en mesure de fournir des preuves contre plusieurs d'entre elles et quelques-unes ont été retirées de la liste par la suite, notamment l'ancien conseiller présidentiel Andriy PORTNOV⁴⁸.

Hennadii KERNES, maire de Kharkiv, ancien membre du parti des Régions, fait l'objet d'une procédure sous les accusations de torture, menaces de mort et séquestration pour son rôle dans les violences politiques survenues dans cette ville en mars 2014⁴⁹, ce qui n'empêche pas sa réélection au premier tour lors des élections municipales du 25 octobre 2015 (voir 1.2.).

Les dirigeants actuels du PR ne semblent pas faire l'objet d'inculpations. Selon le site d'information Kyiv Post, en octobre 2015, « *en dépit de larges investigations journalistiques et, pour certains d'entre eux, de poursuites pénales exercées contre eux dans le passé, de nombreux alliés de Ianoukovitch, notamment Yury Boyko, Yevhen Bakulin, Serhiy Lyovochkin, Serhiy Kivalov et Mikhailo Dobkin, ne sont actuellement suspects dans aucune affaire criminelle* »⁵⁰. Entre autres, Mykhaylo PAPIYEV, ministre de la Sécurité sociale dans le « gouvernement fantôme » du Bloc de l'Opposition et ancien chef de l'administration de la région de Tchernivtsi (ouest du pays), a fait l'objet de poursuites pour atteinte à la liberté électorale lors des élections législatives d'octobre 2012⁵¹ mais les sources ne mentionnent pas de condamnation à son encontre.

Selon l'éditorialiste du Kyiv Post, les poursuites contre les anciens dirigeants progressent « *à une vitesse d'escargot* » : près de deux ans après le début du mouvement Maidan, pas un seul cas de corruption de haut niveau remontant au régime de Viktor IANOUKOVITCH n'a été porté devant les tribunaux⁵².

⁴⁶ Union Européenne, *Décision (PESC) 2015/364 du Conseil du 5 mars 2015 modifiant la décision 2014/119/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine*, 06/03/2015

⁴⁷ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

⁴⁸ Union européenne, *Décision 2014/119/PESC du Conseil du 5 mars 2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine*, 05/03/2014. Kyiv Post, "One year on, Yanukovych and his top aides escape justice for alleged crimes", 06/02/2015. RFE/RL, "Sanctions Loosen As Assets Of Yanukovych Allies Elude Ukraine's Grasp", 14/05/2015. Id., "EU Court Overturns Asset Freeze On Ukraine Ex-President's Aide", 26/10/2015.

⁴⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine (16 May to 15 August 2015)*, 08/09/2015, § 150.

⁵⁰ Kyiv Post, "Lawmaker's arrest exposes Ukraine's lack of due process, selective justice", 12/10/2015 (Traductions de l'anglais : DIDR).

⁵¹ UNIAN, "Opposition Bloc retreats into the shadows", 03/04/2015. Cf. GOBERT Sébastien, *Ukraine: L'élection sans fin*, Regard sur l'Est, 03/11/2012.

⁵² Kyiv Post, "Lawmaker's arrest exposes Ukraine's lack of due process, selective justice", 12/10/2015 (Traductions de l'anglais : DIDR).

2.2. Menaces et violences contre des personnes proches du parti des Régions

Selon un analyste consulté en juin 2014 par le service canadiens de l'asile, le PR « a perdu son pouvoir de facto dans toutes les régions après le renversement de [Viktor] Ianoukovitch en raison de la défection de bon nombre de ses militants et de ses membres et du renvoi, par le nouveau président intérimaire [de l'Ukraine], des chefs des administrations régionales »⁵³. Le même analyste relève que pendant et après les événements de Maïdan, des locaux et personnes liés au PR ont été victimes d'agressions de la part de groupes radicaux tels que Svoboda et Pravy Sektor, la police ne faisant généralement rien pour les protéger ; la CISR n'a cependant pas trouvé de confirmation de ces faits dans d'autres sources⁵⁴. Plusieurs personnalités liées à l'ancienne équipe dirigeante ont été menacées et contraintes à la démission, notamment Olexander PANTELEIMONOV, directeur de la chaîne de télévision publique Channel One, menacé par des députés du parti Svoboda en mars 2014⁵⁵.

Le 2 mai 2014 à Odessa, de violents affrontements opposent en plusieurs endroits de la ville des manifestants présentés comme favorables au « fédéralisme » à des partisans de l'« unité » ukrainienne. Ces derniers encerclent le bâtiment des syndicats : un incendie éclate, faisant 42 morts. Plusieurs dizaines de personnes sont blessées par armes à feu ou par armes blanches. La police arrête plusieurs dizaines de suspects de l'un ou l'autre camp⁵⁶. Les procédures sont toujours en cours en 2015⁵⁷. Les sources consultées n'indiquent pas si des membres du parti des Régions ont été impliqués dans cet épisode.

En septembre 2014, des manifestants, notamment des membres des groupes Pravy Sektor (Secteur droit) et Automaïdan, se livrent à des actes de violence qualifiés par eux de « lustration publique »⁵⁸, consistant à frapper ou jeter dans des poubelles des fonctionnaires nationaux et régionaux présentés comme « corrompus » ou proches de l'ancien gouvernement de Viktor IANOUKOVITCH ; plusieurs actes de ce type sont commis notamment à Odessa⁵⁹. Parmi les personnes agressées figurent deux députés du parti des Régions passés ultérieurement au Bloc de l'Opposition, Yurii MIROSHNYCHENKO, victime de violences à Kiev le 17 septembre, et Nestor SHUFRYCH, également frappé à Odessa le 30 septembre⁶⁰.

⁵³ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

⁵⁴ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

⁵⁵ *Kyiv Post*, "Protesters gather at Kyiv prosecutor's office to demand investigation into attack on news chief by Svoboda lawmakers", 19/03/2014. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 April 2014*, 15/04/2014, § 69.

⁵⁶ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine [15 June 2014]*, 15/06/2014, §

⁵⁷ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine (16 May to 15 August 2015)*, 08/09/2015, § 138 à 141.

⁵⁸ Par référence à la « Loi de lustration » entrée en vigueur en octobre 2014, voir 1.3.

⁵⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 November 2014*, 15/11/2014, § 183 et note.

⁶⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 November 2014*, 15/11/2014, § 183 et note.

Selon un rapport présenté en mai 2015 par l'ONG « Association internationale des juristes démocrates » (IADL), des actes de violence « innombrables » ont été perpétrés par des membres de groupes ultranationalistes contre les locaux et des membres du parti Communiste d'Ukraine⁶¹. Cette source ne mentionne pas d'actes comparables contre les membres du parti des Régions ou du Bloc de l'Opposition.

Cependant, plusieurs agressions ont été signalées récemment contre des membres du Bloc de l'Opposition, parti qui peut être considéré, dans une certaine mesure, comme le successeur du parti des Régions. Le 3 août 2015, au cours d'une manifestation violente, des hommes masqués encerclent le siège local du Bloc de l'Opposition à Kharkiv ; la police intervient pour évacuer les membres du parti et procède à plusieurs arrestations⁶². Le 23 septembre, Mykhailo DOBKIN, ancien candidat du parti des Régions lors de l'élection présidentielle de mai 2014 (voir 1.1.), député du Bloc de l'Opposition et conseiller municipal de Kharkiv, est agressé à la mairie de cette ville par des hommes masqués⁶³.

Les sources consultées ne fournissent pas d'autre information sur des violences et menaces visant d'anciens membres du parti des Régions.

⁶¹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status; Human Rights situation in Ukraine [26 May 2015]*, 01/06/2015.

⁶² *Kyiv Post*, "Violence erupts after rival Kharkiv rallies", 03/08/2015.

⁶³ *Kyiv Post*, "Masked men try to storm Kharkiv City council, attack Dobkin – again", 23/09/2015.

Bibliographie

[Sites internet consultés entre le 23 et le 29 octobre 2015]

Documents Ofpra

DIDR, Note, *Ukraine - La force de police Berkout pendant la crise de 2013-2014*, Ofpra, 04/12/2014.

https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1412_ukr_membres_du_berkout.pdf

Services de l'asile homologues

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Ukraine : Information sur la situation politique, y compris la relation entre le parti Svoboda (Svoboda Parti) et le parti des régions (Partiya Rehioniv-PR), et les régions où ils ont de l'influence, la protection que l'Etat offre aux personnes qui prennent part au conflit (2013-juin 2014)*, 02/07/2014.

<http://www.refworld.org/docid/53e47c604.html>

Institutions internationales et européennes

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Ukraine, Local Elections, 25 October 2015: Statement of Preliminary Findings and Conclusions*, 26/10/2015.

<http://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/194406?download=true>

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *International Protection Considerations related to developments in Ukraine – Update III*, 24/09/2015.

http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1443165125_56017e034.pdf

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *End of visit statement of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Christof Heyns Ukraine: Lives lost in an accountability vacuum*, 18/09/2015.

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16460&LangID=E>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine (16 May to 15 August 2015)*, 08/09/2015.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

<http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/11thOHCHRreportUkraine.pdf>

Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies, *Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Chaloka Beyani; Addendum; Mission to Ukraine*, 24/06/2015.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine, 16 February to 15 May 2015*, 01/06/2015.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, *Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status; Human Rights situation in Ukraine [26 May 2015]*, 01/06/2015.

http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1434525673_g1512028.pdf

Union Européenne, *Décision (PESC) 2015/364 du Conseil du 5 mars 2015 modifiant la décision 2014/119/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine*, 06/03/2015.

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=OJ:JOL_2015_062_R_0008&qid=1426151567786&from=EN
http://srv-flora-prod/flora_doc/jsp/index_view_direct.jsp?record=doc:NOTICES:94475

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine - 1 December 2014 to 15 February 2015*, 02/03/2015.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>
http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1425460113_9thohchrreportukraine.pdf

Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *International Protection Considerations Related to the Developments in Ukraine – Update II*, 15/01/2015.

<http://www.refworld.org/docid/54c639474.html>

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *Early Parliamentary Elections; 26 October 2014; Final Report*, 19/12/2014.

<http://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/132556?download=true>

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), *OSCE/ODIHR Election Media Monitoring Result*, 19/12/2014.

<http://www.osce.org/odihr/elections/ukraine/132556?download=true>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report on the human rights situation in Ukraine (1 to 30 November 2014)*, 15/12/2014.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Conseil de l'Europe, *Observation of the early parliamentary elections in Ukraine (26 October 2014)*, 17/11/2014.

http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1416906243_xrefviewpdfukr.pdf

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 November 2014*, 15/11/2014.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine [19 September 2014]*, 19/09/2014.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine [15 June 2014]*, 15/06/2014.

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Ukraine, 15 April 2014, 15/04/2014.*

<http://www.unric.org/en/unric-library/29078>

Union européenne, *Décision 2014/119/PESC du Conseil du 5 mars 2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine, 05/03/2014.*

http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2014.066.01.0026.01.FRA

Institutions nationales

Département d'Etat des Etats-Unis, *Country Report on Human Rights Practices 2014 - Ukraine, 25/06/2015.*

http://www.ecoi.net/local_link/306389/429772_en.html

ONG

FREEDOM HOUSE, *Nations in Transit 2015 – Ukraine, 06/06/2015.*

http://www.ecoi.net/file_upload/4543_1435059662_nit2015-ukraine-eng-secondproof.pdf

AMNESTY INTERNATIONAL, *Breaking Bodies – Torture and summary killings in Eastern Ukraine, 22/05/2015.*

<http://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/eur500422014.pdf>

HUMAN RIGHTS WATCH, *World Report 2015 – Ukraine, 29/01/2015.*

www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain?page=printdoc&docid=54cf837515

FREEDOM HOUSE, *Freedom in the World 2015 – Ukraine, 28/01/2015.*

http://www.ecoi.net/local_link/295277/416297_en.html

Publications universitaires et think-tanks

International Foundation for Electoral Systems (IFES), "Elections in Ukraine: October 25 Local Elections", 21/10/2015

http://www.ifes.org/sites/default/files/2015_ifes_ukraine_local_elections_faq_final.pdf

Jamestown Foundation, "The Political Situation in Ukraine on Eve of Nation-Wide Local Elections", 15/10/2015.

http://www.ecoi.net/local_link/313406/437755_en.html

Gerhard SIMON, « Ergebnisse der Parlamentswahlen 2014: Nach Europa! » in *Ukraine-Analysen Nr. 139*, Universität Bremen, 30/10/2014.

<http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen139.pdf>

Friedrich Ebert Stiftung, *Die Ukraine vor den Präsidentschaftswahlen, 05/2014.*

<http://www.laender-analysen.de/ukraine/pdf/UkraineAnalysen129.pdf>

GOBERT Sébastien, *Ukraine: L'élection sans fin, Regard sur l'Est, 03/11/2012.*

<http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1576>

Médias

Kyiv Post, "Results show Yanukovich allies, oligarchs staying alive", 30/10/2015.
<http://www.kyivpost.com/content/ukraine/results-show-yanukovich-allies-oligarchs-staying-alive-400982.html>

Kyiv Post, "Vilkul, Filatov reach second round of mayor's elections in Dnipropetrovsk – OPORA", 28/10/2015.
<http://www.kyivpost.com/content/politics/vilkul-filatov-reach-second-round-of-mayors-elections-in-dnipropetrovsk-opora-400868.html>

RFE/RL, "EU Court Overturns Asset Freeze On Ukraine Ex-President's Aide", 26/10/2015.
<http://www.rferl.org/content/ukraine-portnov-eu-drops-sanctions/27327998.html>

Ukrayinska Pravda, Активісти порахували, що найбільше екс-регіоналів у списках Порошенка (La plupart des ex-régionistes sont sur les listes de Petro Porochenko), 22/10/2015.
<http://www.pravda.com.ua/news/2015/10/22/7085788/>

Kyiv Post, "Lawmaker's arrest exposes Ukraine's lack of due process, selective justice", 12/10/2015.
<http://www.kyivpost.com/content/ukraine/lawmakers-arrest-exposes-ukraines-lack-of-due-process-selective-justice-399827.html>

Kyiv Post, "Masked men try to storm Kharkiv City council, attack Dobkin – again", 23/09/2015.
<https://www.kyivpost.com/content/ukraine/masked-men-try-to-storm-kharkiv-city-council-attack-dobkin-again-398501.html>

Kyiv Post, "Violence erupts after rival Kharkiv rallies, 03/08/2015.
<https://www.kyivpost.com/content/ukraine/violence-erupts-after-rival-kharkiv-rallies-2-394928.html>

Kyiv Post, "Security chief, prosecutor clash over alleged cover-up of corruption", 15/06/2015.
<http://www.kyivpost.com/content/kyiv-post-plus/security-chief-prosecutor-clash-over-alleged-cover-up-of-corruption-391185.html>

RFE/RL, "Sanctions Loosen As Assets Of Yanukovich Allies Elude Ukraine's Grasp", 14/05/2015.
<http://www.rferl.org/content/ukraine-eu-sanctions-yanukovich-assets/27016543.html>

Kyiv Post, "Ivano-Frankivsk regional council bans activities of Communist Party, Regions Party, Opposition Bloc, Ukraine Development Party", 17/04/2015.
<http://www.kyivpost.com/content/ukraine/ivano-frankivsk-regional-council-bans-activities-of-communist-party-regions-party-opposition-bloc-ukraine-development-party-386457.html>

RFE/RL, "The Future Of The Past: Ukraine Pushes De-Communization, Amid Russian Protests", 17/04/2015.
<http://www.rferl.org/content/ukraine-decommunization-soviet-past-russia-stalin-lenin/26963110.html>

UNIAN, "Opposition Bloc retreats into the shadows", 03/04/2015.
<http://www.unian.info/politics/1063386-opposition-block-retreats-into-the-shadows.html>

Ukraine Crisis Media Center, "Ukrainian media review on April 01, 2015", 02/04/2015.
<http://uacrisis.org/21966-ukrainian-monitoring-ukrayinskih-media-za-1-kvitnya-2015-roku>

Kyiv Post, "One year on, Yanukovich and his top aides escape justice for alleged crimes", 06/02/2015.

<http://www.kyivpost.com/content/ukraine/one-year-on-yanukovich-and-his-top-aides-escape-justice-for-alleged-crimes-379664.html>

Kyiv Post, "Opposition Bloc defiant in first session of parliament, 27/11/2015.

<https://www.kyivpost.com/content/kyiv-post-plus/opposition-bloc-defiant-in-first-session-of-parliament-373359.html>

Kyiv Post, "Peace elusive for voters in Sloviansk district", 27/10/2015.

<https://www.kyivpost.com/content/ukraine/peace-elusive-for-voters-in-sloviansk-district-369590.html>

Kyiv Post, "Opposition Bloc boosts rating by distancing itself from Yanukovich era", 10/10/2014.

<http://www.kyivpost.com/content/kyiv-post-plus/opposition-bloc-boosts-rating-by-distancing-itself-from-yanukovich-era-369312.html>

Interfax Ukraine, "Opposition Bloc chooses top ten candidates for parliamentary elections", 23/09/2014.

<http://en.interfax.com.ua/news/general/225005.html>

Kyiv Post, "Protesters gather at Kyiv prosecutor's office to demand investigation into attack on news chief by Svoboda lawmakers", 19/03/2014.

<http://www.kyivpost.com/multimedia/photo/in-front-of-the-prosecutor-general-participants-of-the-meeting-demanded-to-investigate-the-actions-of-deputies-svoboda-340022.html>

Législation

UKRAINE, *Law of Ukraine "On Lustration"*, votée le 16/09/2014, promulguée le 16/10/2014.

<http://zakon4.rada.gov.ua/laws/annot/en/1682-18>

Autres

Electoral Geography 2.0, "Ukraine. Legislative Election 2014".

<http://www.electoralgeography.com/new/en/countries/u/ukraine/ukraine-legislative-election-2014.html>

Psephos, "Republic of Ukraine – Legislative election of 26 October 2014".

<http://psephos.adam-carr.net/countries/u/ukraine/ukraine20142.txt>

Psephos, "Republic of Ukraine – Presidential election of 25 May 2014".

<http://psephos.adam-carr.net/countries/u/ukraine/ukraine2014.txt>

Psephos, "Republic of Ukraine – Legislative election of 28 October 2012".

<http://psephos.adam-carr.net/countries/u/ukraine/ukraine20122.txt>

Партія регіонів (Site du parti des Régions d'Ukraine).

<http://partyofregions.ua/>